

Les attaques des Groupes Armés Terroristes (GAT) se multiplient au Sahel et s'étendent vers le sud



Des dizaines de soldats et de civils auraient été tués lors de deux attaques de militants islamistes dans l'État de Borno, au nord-est du Nigeria. Des combattants ont attaqué Monguno, une ville de garnison où sont basés l'ONU et d'autres travailleurs humanitaires, ainsi qu'un village à Nnganzai. Alain Rodier revient sur la menace de Boko Haram et des groupes terroristes au Sahel.

Avec Alain
Rodier

Atlantico.fr : Au Nord-Est du Nigeria, un village a été attaqué par l'État Islamique en Afrique de l'Ouest, une entité de Boko Haram ayant fait allégeance au groupe État Islamique. Comment s'organise l'organisation terroriste aujourd'hui ?

Alain Rodier : Globalement, Boko Haram qui avait fait allégeance à Daech en 2015 s'est scindé en deux factions en 2016. L'une, toujours fidèle à Aboubakar Shekau a été expulsé de Daech tant la sauvagerie, la mégalomanie et l'addiction à la drogue de son émir devenaient gênantes, même pour les docteurs de la foi qui inspirent ce mouvement salafiste-jihadiste pourtant capable des pires abominations. Même officiellement rejeté, Shekau a continué de se revendiquer de Daech histoire de pouvoir toujours entraîner derrière lui des fanatiques qui apprécient la bannière noire de ces terroristes islamiques. Il a néanmoins renommé son mouvement en "Groupe sunnite pour la prédication et le Jihad".

La deuxième entité s'appelle l'État Islamique pour l'Afrique de l'Ouest (EIAO, anciennement Ansaru) dirigé jusqu'en 2019 par Abou Mosab al-Barnaoui. Ce dernier a noué des contacts avec l'État Islamique au Grand Sahara (EIGS) d'Adnane Walid abou al Sahraoui. Ces deux mouvements qui semblent se coordonner sont redoutables car ils ont étendu leur influence autour du lac Tchad, au Niger, au Mali et menace de pousser vers le Golfe de Guinée. Ils s'opposent par les armes au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) d'Iyad Ag Ghali qui regroupe Al-Qaïda au Maghreb Islamique au Sahara, Anar Dine, les katibats Macina et al-Mourabitoune. En fait, le GSIM a fait allégeance par ordre hiérarchique à l'émir d'AQMI (Droukdel) tué par l'armée française le 3 juin, à al-Zawahiri, l'émir d'Al-Qaïda "canal historique" et aux taliban. Enfin, il existe désormais un État Islamique en Afrique Centrale (EIAC) qui serait surtout présent en Centrafrique.

Quel est le but de cette attaque ?

Les attaques de jihadistes se multiplient au Sahel et ont maintenant tendance à se métastaser.

Ainsi, depuis un mois, les faits sont les suivants.

Au centre-nord du Burkina Faso, un convoi de commerçants escorté par des miliciens a été attaqué le 29 mai dans la province du

Lorum (15 morts et plusieurs portés disparus). Commanditaire inconnu bien que ce soit une zone majoritairement couverte par le GSIM.

Une embuscade tendue contre un convoi humanitaire le 30 mai sur une route située au nord de Barsalogo au centre du pays fait 13 morts, et 6 disparus. Idem pour le commanditaire.

L'attaque par des hommes à moto du marché de Kompienbiga dans le Sud-Est du pays le 31 mai fait plus de 30 victimes.

un convoi humanitaire est attaqué sur une route au nord de Barsalogo provoquant la mort d'au moins 25 personnes. Idem pour le commanditaire.

Au Niger, un groupe d'une cinquantaine de jihadistes à motos a attaqué le 1er juin un camp de réfugiés maliens à Intikane, provoquant 3 morts, ont enlevé un gardiens du camp qu'ils ont détruit et pillé. Commanditaire présumé: EIAO.

Au Nigeria, 81 personnes ont été massacrées le 9 juin à Gubio dans le nord-est du pays. Commanditaire présumé, Shekau.

Le même jour, le village de Fel dans l'Etat de Borno est totalement ravagé et 69 de ses habitants sont assassinés par des jihadistes de l'EIAO.

Dans la nuit du 10 au 11 juin, le poste-frontière ivoirien de Kafolo qui jouxte le Burkina Faso est pris d'assaut. 10 militaires ivoiriens et un attaquant sont tués. Les autorités ivoiriennes attribuent l'attaque au GSIM.

Le 14 juin, l'EIAO conduit plusieurs actions terroristes coordonnées dans le nord-est du Nigeria :

- des djihadistes ont attaqué une milice d'autodéfense pro-gouvernement qui défend le village de Goni Usmanti, et s'en sont pris aux villageois (38 morts) ;
- sur le chemin du retour, les jihadistes ont incendié un camion de commerçants (nombre de morts inconnu) ;
- des jihadistes de l'EIAO (peut-être les mêmes) ont attaqué la garnison de Monguno à une soixantaine de kilomètres à l'est de Goni Usmanti, (15 morts); les militaires sont toutefois parvenus à les repousser neutralisant une vingtaine de jihadistes;
- au même moment, d'autres terroristes ont incendié plusieurs bâtiments et véhicules devant un centre de travailleurs humanitaires de l'ONU proche de la garnison attaquée.

Le même jour, 24 soldats maliens ont été tués lors d'une embuscade dans la région de Diabaly (Mali) à une centaine de kilomètres de la frontière mauritanienne. Commanditaire pour le moment inconnu.

Les attaques des deux entités de Boko Haram vont se poursuivre, la faction Shekau restant surtout active au nord-est du Nigeria et au Cameroun, l'EIAO accentuant la pression au niveau du Lac Tchad, au Niger, au Mali, au Burkina Faso voire dans les pays voisins comme en Côte d'Ivoire. Il convient de ne pas oublier le GSIM qui reste redoutable.

Après des années de guerre, l'État nigérien est-il en capacité de mettre fin au conflit seul ?

Bien sûr que non. Le phénomène salafiste-jihadiste ne connaît aucune frontière. C'est un combat régional qui a lieu. Pour le Niger, une mission des Nations Unies est basée à Niamey et à Agadez (EUCAP) avec un contingent allemand. L'aviation française est en mesure d'intervenir depuis Niamey et Ndjamena. Mais tous les observateurs s'accordent pour dire que la solution n'est pas militaire mais politique et conditionnée à l'économie sans parler des tensions ethniques et tribales qui sont la règle sur le continent africain. Pour encore plus compliquer la situation, des bandes purement criminelles intéressées par tous les trafics qui ont lieu du fait de l'incompétence et souvent de la corruption des classes politiques locales se parent d'une "idéologie" pour justifier leurs actions (trafic de drogues, d'armes, de véhicules, d'êtres humains, racket...).

La situation n'est donc pas en voie de s'apaiser...